CNCT
COMITÉ NATIONAL CONTRE LE TABAGISME
Association reconnue d'utilité publique

L'INSTITUT MOLINARI, FAIRE-VALOIR DE L'INDUSTRIE DU TABAC

L'Institut Economique Molinari (IEM) est un think tank fondé en 2003, et présent à Paris, Bruxelles et Montréal. Créé par Cécile Philippe, docteur en économie, l'IEM, ouvertement libéral, se présente comme un « *organisme de recherche et d'éducation*[1] », visant à privilégier l'approche économique dans l'analyse des politiques publiques. De manière constante, ce think tank se positionne en faveur du monde de l'entreprise, d'un allègement fiscal, et d'un rôle amoindri de l'Etat.
Nicolas Marques, directeur général de l'Institut depuis 2019, envisage le think tank comme un intermédiaire entre l'expertise et le grand public, et comme un élément autant indispensable à la vitalité démocratique qu'à la bonne gouvernance[2]. Dans le même temps, l'Institut Molinari affiche une « *indépendance intellectuelle* », notamment caractérisée par son refus de toute subvention publique.
Ce think tank se présente ainsi comme un groupe de réflexion à visée pédagogique, cherchant à diffuser les vertus d'une économie de marché dérégulée auprès du grand public, tout en affaiblissant « *les idées reçues génératrices de statut quo*[3] ».

UN MAUVAIS ELEVE AU CLASSEMENT DES THINK TANKS FRANCAIS

Si les think tanks n'ont pas le monopole du débat et de la production d'idées, il n'en demeure pas moins qu'ils occupent une place stratégique dans le paysage politique actuel des démocraties occidentales. Dans leur ouvrage[4], Olivier Vilain et Roger Lenglet pointent du doigt la forte influence de ces cercles de réflexion dans le débat public et les processus de décision, au risque de court-circuiter le fonctionnement traditionnel démocratique, en « *gouvernant les gouvernements* ».
Cette situation interroge d'autant plus que l'appellation de think tank ne renvoie à aucune forme juridique précise[5]. C'est en partie pour ces raisons que ces derniers font régulièrement l'objet d'évaluations, dans une situation de défiance généralisée et de rejet massif des institutions.

---

[1] https://www.institutmolinari.org/
[2] https://www.institutmolinari.org/2019/03/09/parce-que-les-idees-menent-le-monde/
[3] https://www.institutmolinari.org/2019/03/10/qui-sommes-nous/
[4] DENGLET, VILAIN, « *Un pouvoir sous influence. Quand les think tank confisquent la démocratie* », Armand Colin, 2012, 235 p.
5 POLLONI Camille, L'OBS, « *Institut Montaigne, Terra Nova, Iris... Qui finance les think tanks* ? », 19/11/2013
https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-explicateur/20131119.RUE0257/institut-montaigne-terra-nova-iris-qui-finance-les-think-tanks.html

Ainsi, l'étude réalisée en 2017 par l'Observatoire européen des think tanks, propose d'évaluer les cercles de réflexion français sur trois critères distincts[6].

Les think tanks sont d'abord classés en fonction de la qualité de leur gouvernance. Il s'agit en fait d'évaluer « l'application en interne de pratiques managériales au service d'un cadre déontologique ». Concrètement, le critère de bonne gouvernance vise à vérifier la capacité du think tank à appliquer les principes de la démocratie associative. Or, dans ce domaine, l'Institut Molinari fait pâle figure. Sur les 53 think tanks français recensés, l'IEM ne se situe qu'à la 38ème place du classement.

Ensuite, les think tanks sont évalués selon le critère de transparence, en particulier à l'égard de leurs sources de financement. La transparence est un enjeu particulièrement crucial, puisqu'il permet d'indiquer les possibles conflits d'intérêts auxquels peuvent être confrontés les cercles de réflexion. De fait, on estime que le degré de transparence d'un think tank permet en grande partie d'en déduire son niveau réel d'indépendance[7]. Ici encore, l'Institut Molinari fait office de mauvais élève, en figurant *ex aequo* à la dernière place de ce classement. Et pour cause, le think tank ne donne pas la moindre information sur les modalités de son financement, mettant en doute la réalité de son « indépendance intellectuelle ».

Selon le *Corporate Europe Observatory*, la société pétrolière et gazière Exxon Mobil aurait secrètement financé un certain nombre de think tank climato-sceptiques, parmi lesquels figure l'Institut Economique Molinari[8]. Ce manque de transparence était alors parfaitement assumé par l'Institut, considérant que les sources de financement étaient d'ordre confidentielles, et que la décision de leur publication revenait au donateur.

Enfin, les think tanks sont évalués sur un critère de volume de production. Considérant que la vocation principale d'un cercle de réflexion est de participer au débat public à travers ses idées et ses propositions en matière de gouvernance et de politiques publiques, il est intéressant de dresser une comparaison de ces organismes dans leurs capacités de publication et de diffusions d'idées. Sur ce point, les conclusions de l'Observatoire sont sans appel, puisque l'Institut Economique Molinari arrive en dernière position de ce classement, avec un volume de production considéré comme « *beaucoup trop faible* ».
Tenant compte de chacun de ces critères, l'étude dresse un classement définitif des 53 think tanks français, dans lequel l'IEM se hisse péniblement à la 47ème position,

---

[6] Observatoire Européen des Think Tanks, « *La France des think tanks. Résultats et analyse du label 'think tank et transparent France 2017'* », Décembre 2017

[7] https://portail-ie.fr/analysis/2061/les-think-tanks-francais-des-lobbies-intellectualises

[8] Corporate Europe Observatory, « Brussels think tanks persist in funding secrecy ExxonMobil covertly funds EU climate skeptics », Décembre 2006 http://archive.corporateeurope.org/ThinkTankSurvey2006.html

avec une note de 23 points sur 100, mettant en question autant son intégrité, sa légitimité que sa crédibilité en tant qu'incubateur d'idées dans le débat public.

L'INSTITUT MOLINARI, PRODUCTEUR DE DOUTE

L'Institut Molinari s'est notamment distingué par son soutien à Vincent Courtillot, géophysicien et fer de lance français du climato-scepticisme avec Claude Allègre[9]. Dans son ouvrage, *Nouveau voyage au centre de la Terre*[10], le scientifique réfute les conclusions tirées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). La thèse présentée est simple : selon Courtillot, les hausses générales des températures sont liées à l'activité géologique et volcanique de la Terre, et rien ne permet d'affirmer la responsabilité humaine et industrielle dans le bouleversement climatique actuel[11].

Ce ralliement au climato-scepticisme, loin d'être anecdotique, résume au contraire à elle-seule le positionnement et le rôle d'une structure comme l'Institut Molinari. Très régulièrement, ce think tank va prendre position sur des questions sensibles, en adoptant systématiquement un point de vue controversé et polémique. Voici quelques exemples de différentes prises de parole de l'Institut Economique Molinari[12] :

Le Round Up victime de la démocratie des crédules	Cécile Philippe	Article paru le 16 juin 2016 dans Contrepoints
L'huile de palme : avantages sanitaires, environnementaux et économiques	Hiroko Shimizu	Note économique publiée par l'Institut Molinari en septembre 2012
La publicité sur les pesticides doit être autorisée	Cécile Philippe	Article publié dans les Echos le 4 avril 2005
OGM : une chance pour l'environnement	Gérard Kafadaroff	Texte d'opinion publié dans La Tribune le 17 juillet 2015
La parfaite inutilité d'une taxe soda	Valentin Petkantchin	Texte d'opinion publié dans les Echos le 18 octobre 2011

[9] PHILIPPE Cécile, Institut Economique Molinari (IEM), « Nouveau Voyage au centre de la terre », 23/02/2010 https://www.institutmolinari.org/2010/02/23/nouveau-voyage-au-centre-de-la-terre/
[10] COURTILLOT Vincent, *Nouveau voyage au centre de la terre*, Editions Odile Jacob, 2009, 352 p.
[11] Vidéo : « *Vincent Courtillot : la terre et le réchauffement climatique* », en ligne le 30/11/2009 https://www.youtube.com/watch?v=6Z-sawOdF-k
[12] Tous ces articles sont en ligne sur le site du *think tank :* https://www.institutmolinari.org/

Une grande partie de la production intellectuelle et des interventions dans le débat public de l'Institut Economique Molinari trouve son explication dans l'agnotologie. Théorisée par Robert Proctor, historien des sciences, cette notion renvoie à une stratégie initiée par l'industrie du tabac, visant à répandre délibérément le doute quant à la nocivité de la cigarette sur la santé, en dépit du « *consensus apporté par des preuves avérées*[13] » à ce sujet.
Ici, qu'il s'agisse du changement climatique, de la nocivité des pesticides ou encore de l'impact environnemental de l'huile de palme, tout le propos du think tank revient d'abord à nier en bloc l'existence de preuves scientifiques sur ces différentes questions.

L'AGNOTOLOGIE AU SERVICE DE LA CONTROVERSE

Ainsi, à chaque fois que ces sujets sont abordés par les productions ou les interventions de l'Institut, on peut observer une constance dans l'argumentation, à travers la récurrence de l'idée de doute :
A propos du réchauffement climatique, Cécile Philippe va avancer l'idée selon laquelle *« il n'est pas scientifiquement possible d'établir avec certitude que le réchauffement est lié à l'activité humaine*[14] ».
Si le doute est en science un principe méthodologique essentiel, l'Institut Molinari l'instrumentalise dans un tout autre but : tout est fait pour laisser croire à l'existence d'une controverse, ou chacune des parties opposées aurait la même légitimité à s'exprimer sur le sujet. C'est ce même principe qui va amener la directrice de l'IEM à affirmer que les causes du réchauffement climatique sont « *extrêmement débattues* », que le « *débat fait rage* », ou encore que « *le doute est là* » à propos de la nocivité du Round Up pour la santé humaine[15].
Pour nier l'existence d'un consensus scientifique, ce think tank n'hésite pas, par ailleurs, à mobiliser toute forme d'argumentation, y compris les plus burlesques. Ainsi, dans l'article sur l'autorisation des pesticides[16], Cécile Philippe va dérouler une démonstration pour le moins surprenante, à faible teneur scientifique : « *les insecticides ont aussi des bienfaits sur la santé et sur l'environnement. En effet, de nombreux insecticides [sont] utilisés sur les pelouses, les terrains de golf et les cultures agricoles* […][17]».

[13] https://www.refletsdelaphysique.fr/articles/refdp/pdf/2014/01/refdp201438p32.pdf
[14] *Ibid*
[15] PHILIPPE Cécille, IEM, « Le *glyphosate, une nouvelle illustration de la démocratie des crédules ?* », 20/09/2016
https://www.institutmolinari.org/2016/09/20/le-glyphosate-une-nouvelle-illustration-de-la-democratie-des-credules-2/
[16] PHILIPPE Cécile, Les Echos, *« La publicité sur les pesticides doit être autorisée* », 06/08/2019
https://www.lesechos.fr/2005/04/la-publicite-sur-les-pesticides-doit-etre-autorisee-1065315
[17] La citation complète est la suivante : « Ce que ces associations oublient de nous dire, c'est que les insecticides ont aussi des bienfaits sur la santé et sur l'environnement. *En effet, de nombreux insecticides utilisés sur les pelouses, les terrains de golf et les cultures agricoles sont aussi utilisés pour lutter contre les termites, les rongeurs dans les restaurants, les puces et les tiques sur les animaux de compagnie, les algues dans les piscines et les champignons comme le mildiou dans les peintures pour la maison* ». (sic)

LE REEL N'A PAS EU LIEU : DISQUALIFIER LES FAITS, DISCREDITER LES SCIENTIFIQUES

Pour créer des controverses sur des sujets aussi scientifiquement éprouvés, l'Institut Molinari s'appuie sur une stratégie de dénigrement de son contradicteur. En d'autres termes, incapable de mener le débat sur le mode traditionnel de la réfutation scientifique, le think tank cherche systématiquement à passer sur un mode accusatoire, afin de mettre en cause la légitimité même du contradicteur dans ce débat.

Ainsi, l'accumulation de preuves scientifiques va être balayée d'un revers de main, car suspectée d'être motivée par des injonctions idéologiques, ou d'être le fruit de croyances irrationnelles. Cécile Philippe n'hésite pas à assimiler les craintes relatives à la nocivité du glyphosate à une « *hypothèse douteuse* », au même titre que le « *monstre du Lochness et l'astrologie* », portée par des « *environnementalistes*[18] », tandis qu'elle va appeler à ne pas « *céder aux sirènes des apparences et des émotions* » sur la question du développement durable[19]. De la même manière, le discours scientifique est réduit à une « *histoire qu'on nous raconte* », et les experts du GIEC sont accusés d'être « *déconnectés de l'observation* », et bien prompts à se « *jeter sur leur ordinateur*[20] ».

En transposant le débat sur l'idée de croyances et d'idéologies, l'objectif du think tank est double. D'abord, ce procédé permet d'affaiblir le discours scientifique en le réduisant au rang d'opinion. Ensuite, cela permet d'établir un principe d'équivalence entre ces prises de position et leurs défenseurs, qu'ils aient une expertise scientifique avérée ou non.

Plus loin encore, une autre stratégie discursive du think tank consiste à disqualifier l'adversaire à travers une argumentation *ad personam*, c'est-à-dire portant sur le contradicteur lui-même. C'est par exemple ce que va faire le directeur général de l'Institut, Nicolas Marques, quand, au micro de RMC, il va remettre en cause même la probité morale des ONG, laissant croire que leurs prises de positions s'expliquent par un intérêt financier direct : « *Il y a dans le marché des idées toute une partie de spécialistes qui se ravissent de faire de la désinformation, parce que pour eux, c'est de la cash-machine. Quand vous êtes une ONG, vous avez besoin de sortir des scandales de temps en temps, parce qu'après ça vous ramasse des donations*[21] ».

---

[18] *Ibid*

[19] PHILIPPE, Cécile, La Tribune, « *Les fausses bonnes idées en matière de développement durable* », 02/05/2018 https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/les-fausses-bonnes-idees-en-matiere-de-developpement-durable-777262.html

[20] *Ibid*

[21] Interview vidéo de Nicolas Marques sur RMC : « *Les grosses ONG sont des cash-machines. Ils ont besoin de scandales pour gagner de l'argent* », mis en ligne le 14/05/2018 https://www.youtube.com/watch?v=GOOEznI4Iq8

DECOURAGER LE LEGISLATEUR

C'est toujours au nom de principes démocratiques que le think tank cherche à développer la controverse. Puisqu'il existe un débat, il est donc indispensable de donner voix au chapitre aux deux camps qui s'opposent. L'Institut Economique Molinari, dans chacune de ses interventions, va systématiquement plaider pour laisser une plus grande visibilité à l'opinion dissonante et marginale qu'il défend. Ainsi, Cécile Philippe va par exemple regretter que l'on n' « *entende jamais ces voix dissonantes*[22] » des climatosceptique, ou encore que l'interdiction de la publicité sur les « *bienfaits des pesticides*[23] » est une négation du « *principe de liberté d'expression*[24] ».
Toute stratégie ne tend que vers une seule finalité : briser l'idée de l'existence d'un consensus pour empêcher ou retarder la capacité des pouvoirs publics à légiférer sur les problématiques en question.
Toujours à propos du réchauffement climatique, quand en 2007 une journaliste demande à Cécile Philippe si la volonté du Protocole de Kyoto de réduire les émissions de gaz à effet de serre est une erreur, cette dernière lui adresse la réponse suivante : « *Je crois que c'est fondamentalement une erreur. D'abord, parce que le débat fait encore rage. Sans gaz à effet de serre on aurait quelques dizaines de degrés en dessous de ce qu'on a aujourd'hui. Vous voyez, c'est un peu vite dit que de penser qu'il faut absolument sanctionner les gaz à effet de serre*[25] ».

Pour résumer, les productions de l'Institut Economique Molinari vont dans le sens inverse de la démarche scientifique. Ici, la rigueur de la démonstration importe beaucoup moins que le résultat. Pour rester dans le même exemple, si l'on veut comprendre le positionnement climatosceptique du think tank, il faut comprendre la logique et les intérêts relatifs à cette problématique. Ainsi, si l'on considère que les hausses de température observées sur la Terre ne sont pas liées à l'activité humaine, on ôte toute responsabilité à l'industrie dans le processus de réchauffement climatique. De cette façon, la taxation des grandes industries et des énergies fossiles devient une mesure caduque et inappropriée. Partant de ce principe, on explique plus facilement le financement de l'Institut Molinari par Exxon Mobil.

---

[22] *Ibid*
[23] *Ibid*
[24] *Ibid*
[25] Interview vidéo de Cécile Philippe pour Direct 8, mise en ligne 29/11/2007
https://www.youtube.com/watch?v=35ChF63tEi8

Gee, Dad, you always get
the best of everything
...even
Marlboro!
Yes, you need
never feel
over-smoked
....that's the
Miracle of
Marlboro!
MARLBORO
YOUR CHOICE OF IVORY TIPS
PLAIN ENDS
BEAUTY TIPS (RED)

MOLINARI ET LE TABAC

Titre	Type d'intervention et date	Auteur
Le faux choix cigarette-flipper	Article publié le 22 janvier 2007 dans Les Echos	Valentin Petkantchin
Et si on interdisait tout simplement le tabac ?	Note économique diffusée le 1er février 2012. Texte d'opinion publié le 2 février 2012 dans Contrepoints.	Valentin Petkantchin
La lutte anti-tabac et le fantôme de la prohibition	Texte d'opinion publié dans Les Échos le 30 mai 2012.	Valentin Petkantchin
De la « dénormalisation » à la nationalisation de l'industrie du tabac	Notes et cahiers de recherche, diffusé le 30 mai 2012.	Valentin Petkantchin
Dérives de la lutte anti-tabac	Texte d'opinion publié le 31 mai 2012 dans l'Agefi	Valentin Petkantchin
Néo-prohibition : la lutte anti-tabac va finir par renforcer le trafic de cigarettes et affecter les recettes de l'Etat	Texte d'opinion publié le 9 février 2012 sur Atlantico	Valentin Petkantchin
Halte à la dérive de la lutte anti-tabac : à quand la nationalisation de l'industrie ?	Texte d'opinion publié le 29 mai 2012 dans la Tribune et le Figaro	Valentin Petkantchin
Finances publiques et hausses du prix du tabac : l'exemple canadien plus actuel que jamais	Texte d'opinion publié le 29 mai 2012 publié sur le blog de Jean-Marc Sylvestre	Valentin Petkantchin
Tabac : faut-il aller vers l'interdiction totale ?	Audio débat, diffusé à la radio suisse le 19 juin 2012.	Valentin Petkantchin

Hausse du prix du tabac : du pain béni pour la contrebande	Texte d'opinion publié le 2 juillet 2012 sur Atlantico	Valentin Petkantchin
La hausse du prix du tabac stimule la contrebande : tous les effets pervers pour l'Etat et la santé des Français	Texte d'opinion publié le 6 septembre 2012 dans Atlantico	Valentin Petkantchin
Haro sur les Marques : destructeur et contreproductif	Texte d'opinion publié le 15 février 2013 dans Le Temps.	Valentin Petkantchin
Répression ou libéralisation du marché du tabac ?	Texte d'opinion dans les médias publié le 31 mai 2013 dans l'Agefi	Valentin Petkantchin
Le gouvernement fait-il semblant d'ignorer les effets très indésirables de sa politique de lutte contre le tabac ?	Texte d'opinion publié le 31 mai 2013 sur Atlantico	Valentin Petkantchin
Il faut « libérer » le marché légal pour lutter efficacement contre l'économie souterraine et les trafics illicites, selon une nouvelle étude de l'Institut économique Molinari (IEM)	Note économique publiée sur le site de l'IEM le 31 mai 2013	Valentin Petkantchin
Fiscalité : l'idéologie à la manœuvre	Texte d'opinion publié le 1er octobre 2013 dans Le Figaro.	Cécile Philippe
Instaurer des espaces de marché « non-réglementés »	Chronique diffusée sur les ondes de Radio classique le 7 janvier 2014.	Cécile Philippe
Antifragile : une	Texte d'opinion publié	Cécile Philippe

caractéristique et une méthode pour gérer l'incertitude dans des systèmes complexes	exclusivement sur le site de l'Institut économique Molinari le 9 janvier 2014.	
Les vertus du vice	Éditorial publié le 27 mars 2014 dans Le Point.	Pierre-Antoine Delhommais
La fiscalité comportementale n'est pas une solution, même dans le cas de l'alcool et le tabac	Texte d'opinion publié dans le Temps le 25 avril 2014	Valentin Petkantchin
Paternalisme – Fais pas ci, fais pas ça !	Texte d'opinion publié le 7 avril 2015 dans L'Opinion.	Olivier Auguste et Irène Inchauspé
Méfions-nous des sirènes du paquet neutre	Texte d'opinion publié en exclusivité sur le site de l'Institut économique Molinari le 20 mai 2016	Cécile Philippe
Du tabac aux boissons sucrées : la France, sixième au classement des pays européens les plus « moralisateurs » (Institut économique Molinari)	Etude publiée dans l'Opinion le 2 juin 2017 dans l'opinion, et relayée dans de nombreux médias (Le Monde du Tabac, Slate, etc)	Christopher Snowdon
Le paquet à 10 €… la fin des cigarettes?	Débat diffusé dans le cadre de l'émission Les Décodeurs de l'éco, le mercredi 13 novembre 2017 sur BFM Business.	Cécile Philippe
La fiscalité sur le carburant et les cigarettes. Comment l'automobiliste et le fumeur ont été transformés en « vaches à lait » avec 60 milliards de taxes	Etude parue en octobre 2019 sur le site de l'Institut Molinari, relayée par de nombreux médias (Capital, BFM, Contrepoints, Le Monde du Tabac, etc).	Nicolas Marques, Cécille Philippe, Lucas Léger

L'Institut Molinari est très actif sur la question du tabac, comme le montre cet historique de leurs prises de parole. Sans surprise, on peut constater que l'IEM reprend largement les arguments habituels de l'industrie du tabac. Il ne faut ainsi pas s'étonner de voir le think tank se positionner contre le paquet neutre, ou décourager les hausses de prix avec l'argument de la contrebande.
A propos du tabac, l'Institut ne s'embarrasse pas non plus de l'exigence de la rigueur scientifique. Et pour cause, le think tank ne revient jamais sur ses interventions, y compris lorsque les arguments et les prévisions sont avérés invalidés par l'observation empirique. Pour ne donner que ces exemples, l'Institut Molinari annonçait la perte de la clientèle des fumeurs en 2007 au moment de l'interdiction de fumer dans les bars et les restaurants[26], et allait jusqu'à prévoir l'effondrement de l'industrie du tabac, causé par l'instauration du paquet neutre, assimilé à une nationalisation déguisée[27].

Si l'on se penche sur les dates des interventions du think tank, force est de constater qu'elles coïncident assez étrangement avec le calendrier de la lutte anti-tabac. Ainsi, on compte plusieurs articles et notes publiées le 31 mai 2012 et 2013, au moment de la Journée mondiale sans tabac. Dans le même ordre d'idée, le texte d'opinion de Valentin Petkantchin sur la hausse du prix du tabac et la contrebande du 6 septembre correspondait à la date d'une journée de protestation des buralistes à Bruxelles[28], soutenue par les fabricants, notamment par Philip Morris International (PMI).

DES EXPERTS SOUS INFLUENCE

Dans une écrasante majorité des cas, un certain Valentin Petkantchin est à l'origine des prises de parole de l'IEM sur le thème du tabac. Directeur de recherche à l'Institut Molinari et enseignant à l'Université Paul Cézanne, Valentin Petkantchin est par ailleurs un contributeur régulier de différents médias comme *Le Figaro*, *Atlantico*, *Contrepoints*, ou *La Tribune*. Ayant commencé sa carrière universitaire à la collection « Ethique et déontologie », Valentin Petkantchin fournit depuis plus de dix ans l'essentiel de l'argumentaire de l'Institut Molinari sur les questions liées au tabac. Bien qu'il apparaisse comme la caution scientifique du think tank à ce sujet, il est cependant permis de douter de son impartialité.
Lors de la consultation sur le paquet neutre lancée par le gouvernement norvégien en mars 2015[29], des documents ont été produits par toutes les parties concernées, à l'instar de Philip Morris International[30]. Dans les fichiers soumis par PMI, on peut

[26] PETKANTCHIN, Valentin, Les Echos, « Le faux choix du cigarette-flipper », 22/01/2007 https://www.lesechos.fr/2007/01/le-faux-choix-cigarette-flipper-1073359
[27] Contrepoint, « *Vers une nationalisation de l'industrie du tabac* ? », 31/05/2012 https://www.contrepoints.org/2012/05/31/85235-vers-une-nationalisation-de-lindustrie-du-tabac
[28] EKER, BEGUINOT, MARTINET, « *Ingérence de l'industrie du tabac dans les politiques de santé publique* », Le Publieur, 2014, 415 p.
[29] https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/horing-av-forslag-til-innforing-av-standardiserte-tobakkspakninger-og-gjennomforing-av-tobakkskonvensjonen-artikkel-5.3-i-norge/id2401022/
[30] Philip Morris Norway AS og PM Tobakk Norge AS

trouver trois synthèses qui ont été directement rédigées par Valentin Petkantchin. De la même manière, si l'on examine la réponse de Philip Morris International à la consultation britannique de juin 2014 sur le paquet neutre, on peut constater que trois des treize annexes ont également été préparées par Valentin Petkantchin[31]. Ces documents sont donc la preuve d'un lien direct entre l'industrie du tabac et le référent de l'Institut Molinari sur ces questions. On peut par ailleurs supposer sans risque que ce travail d'analyse fourni par Valentin Petkantchin à Philip Morris s'est fait contre rémunération.
Le réel problème ne se situe pas tant dans le fait que l'Institut Molinari défende des positions allant dans le sens des intérêts de l'industrie du tabac. Cette situation est avant tout problématique en ce que le lien entre l'industrie du tabac et l'Institut Molinari n'est pas porté à la connaissance du public. Ce conflit d'intérêt manifeste remet sans conteste en cause le principe d'indépendance auquel l'Institut Molinari se réfère.

Il est intéressant de noter que l'IEM a publié en 2019 un baromètre européen des « *pays moralisateurs*[32] ». Il s'agit en fait d'un classement des 28 pays européens en fonction d'un certain nombre de variables, comme le niveau de taxation sur l'alcool, le tabac, ou les boissons sucrées, les interdictions de fumer ou les restrictions publicitaires. De cette façon, plus les politiques publiques sur la santé sont volontaristes, plus le pays se retrouve mal noté, et dénoncé pour son intolérance et son paternalisme. S'il n'est pas nécessaire de s'y attarder davantage, le terme d'étude paraissant bien large pour un aussi maigre effort analytique, il convient cependant de se pencher sur l'origine de ce travail.

L'édition 2019 a été réalisée sous la direction de Christopher Snowdon, journaliste, notamment connu pour son opposition aux mouvements anti-tabac, et à toute forme de régulation sur les produits du tabac et les sodas[33]. Snowdon est également directeur de la *Lifestyle economics* au sein de l'*Institute of Economics Affairs (IAE)*, un think tank britannique libéral, pointé du doigt à de nombreuses reprises par Transparency International, pour son opacité sur ses sources de financements[34].En réalité, il a été établi par la publication des documents internes de l'industrie du tabac, que l'IAE est largement financée par les quatre plus grandes industries du tabac[35]. Les informations disponibles permettent notamment de dire que *British American Tobacco* finance l'IAE depuis 1963[36], et que son soutien annuel n'a cessé de croître entre 2011 et 2018, passant d'un don de 10 000 à 40 000 livres sterling en l'espace de sept ans.

---

[31] Il s'agit des notes 6, 7.1 et 8.1, disponibles en cliquant sur le lien de la note de bas de page précédente.
[32] https://www.institutmolinari.org/wp-content/uploads/sites/17/2019/11/Etude-Etats-Moralisateurs2019.pdf
[33] https://www.tobaccotactics.org/index.php/Christopher_Snowdon
[34] https://www.tobaccotactics.org/index.php/Institute_of_Economic_Affairs
[35] *Ibid*
[36] https://web.archive.org/save/http://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=2427500988-58

Le baromètre a par ailleurs été créé en partenariat avec le think tank Epicenter, dont Christopher Snowdon est le « Directeur de l'économie des modes de vie ». Selon ses propres mots, l'European Policy Information Center est une *« initiative indépendante de neuf think tanks de premier plan en Europe*[37] ». Créé en 2014, il s'inscrit dans un courant libéral, et compte l'Institut Molinari parmi ses fondateurs. Or, dans le registre de transparence de l'Union européenne, Philip Morris International déclarait avoir versé de l'argent au think tank Epicenter[38]. Enfin, l'Institut Molinari et Epicenter appartiennent au réseau mondial de think tanks Atlas Network, lui-même financé par l'industrie du tabac[39].

L'INDUSTRIE MOLINARI, CACHE-SEXE DE L'INDUSTRIE DU TABAC

On comprend ainsi que l'Institut Molinari s'inscrit dans une nébuleuse européenne d'organisations directement ou indirectement liées à l'industrie du tabac et à ses intérêts. Et pour cause, l'enjeu pour les cigarettiers se situe tout particulièrement au niveau de l'Union européenne, qui pourrait adopter une directive visant à augmenter les minimas fiscaux sur le tabac, dans l'optique de diminuer l'accessibilité globale, et réduire les écarts entre pays frontaliers. En fait, loin d'être une plateforme indépendante de propositions et d'élaboration de politiques publiques, l'IEM apparaît davantage comme un *front group*, c'est-à-dire une « *organisation prétendant avoir son propre calendrier, mais servant en réalité d'autres intérêts, et dont les financements sont tenus secrets ou rarement mentionnés*[40] ».

La fonction d'un think comme l'Institut Molinari s'inscrit dans une stratégie globale d'influence visant à empêcher, affaiblir ou rendre inefficace toute tentative de législation touchant au tabagisme. Bénéficiant d'une image publique médiocre, il est par ailleurs indispensable pour les cigarettiers d'avoir recours à de tels intermédiaires dans leur stratégie d'influence. Portés par des instituts qui s'affirment « indépendants », des associations issues de la « société civile », ou encore des regroupements de professionnels (hôtellerie, restauration), les arguments de l'industrie du tabac, deviennent naturellement plus audibles dans le débat public.

LES FUMEURS, VACHES A LAIT DE L'ETAT : QUE DIT L'ETUDE ?

Le propos de cette étude est assez simple. Il consiste à détailler l'ensemble des taxes sur les cigarettes et les carburants, afin de dénoncer la surenchère fiscale

[37] http://www.epicenternetwork.eu/about-2/
[38] http://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=51925911965-76
[39] https://tobaccotactics.org/index.php?title=Atlas_Network
[40] https://nsra-adnf.ca/wp-content/uploads/2016/08/FrontGroups_Oct_2008.pdf

de ces deux produits. Compte tenu de l'inélasticité[41] du tabac et de l'essence, chaque taxe, selon l'Institut Molinari, n'aurait aucune incidence sur la demande. En conséquence, chaque hausse de fiscalité ne serait motivée que par des raisons budgétaires. Pour résumer, le think tank reprend l'argument classique consistant à dire que le tabac et les fumeurs sont une ressource financière inestimable pour les comptes publics.

Cependant, l'objet de l'étude lui-même révèle un parti-pris et un manque de rigueur évident dans la démonstration. Cigarettes et carburants, en dehors de la forte taxation qui les caractérise, sont deux types de produits distincts.
En faisant l'amalgame entre tabac et essence, l'Institut Molinari associe le tabac à un produit de première nécessité. Il est en effet absurde d'assimiler la dépendance d'un ménage vis-à-vis de l'essence à celle d'un individu vis-à-vis du tabac, qui est d'ordre toxicomanique. Cet amalgame est d'autant plus douteux qu'il permet de banaliser le tabac, qui devient un produit de consommation comme un autre. Le think tank semble oublier de mentionner la première spécificité du tabac, dont la consommation régulière entraîne la mort d'une personne sur deux. On peut à ce titre noter que l'étude ne fait pas une seule fois mention des dégâts sanitaires et humains provoqués par le tabagisme.

Quand l'IEM décrit le tabac comme un produit « *dont toute une partie de la population ne peut pas ou ne veut pas se passer* », il participe à maintenir l'illusion de la liberté et du choix, longtemps entretenue par l'industrie du tabac, quand il serait plus judicieux de parler d'épidémie industrielle, pédiatrique et de drogue.

Ensuite, le postulat de l'inélasticité du tabac est invalidé. On estime en effet que la hausse du prix du tabac est le premier levier de réduction de la consommation : une augmentation des prix de 10% consécutive à une hausse des taxes entraîne une diminution en moyenne de 2,5 à 4% de la consommation dans un pays comme la France.

L'Institut Molinari affirme que cette situation pénalise les plus pauvres, en pointant du doigt le fait que le tabac et les carburants sont des « *produits dont on sait que la dépendance des milieux populaires est plus grande* ». Or, il est établi que les problèmes de santé liés au tabagisme touchent avant tous les populations le plus pauvres. Loin d'être associables à une « *gabelle moderne* », les hausses de prix sont au contraire des mesures socialement justes, puisqu'elles permettent de réduire les inégalités sociales observées sur la question du tabagisme. A la suite de hausses de taxes, les personnes socialement défavorisées sont plus nombreuses à arrêter de fumer que les personnes disposant de revenus aisés.

[41] « *L'élasticité-prix de la demande est un outil qui permet de mesurer comment la demande d'un bien réagit après une variation de son prix* ». On dit d'un produit qu'il est inélastique lorsque, quand l'on modifie son prix, sa demande ne varie pas. https://defense-du-consommateur.ooreka.fr/astuce/voir/531767/elasticite-prix-de-la-demande#:~:targetText=L'%C3%A9lasticit%C3%A9%2Dprix%20de%20la%20demande%20est%20un%20outil%20qui,demande%2C%20donc%20de%20ses%20ventes.

Enfin, le think tank semble oublier tous les coûts liés au tabac. Bien que volontariste, la politique fiscale sur le tabac ne permet pas de compenser le gouffre financier que représente le tabac. Au niveau des budgets publics, les taxes perçues par l'Etat et les économies réalisées sur les retraites non versées aux fumeurs prématurément décédés représentent environ quinze milliards d'euros, quand le seul coût des maladies attribuables au tabac dépasse 25 milliards[42]. Loin de s'enrichir avec les taxes, l'Etat français est ainsi lourdement pénalisé par le tabagisme.

En définitive, tout le raisonnement de l'IEM ne tend que vers un point : décrédibiliser et délégitimer l'argument des hausses de taxes. En cherchant à présenter son point de vue à travers une pseudo-stigmatisation des fumeurs, victimes des politiques de santé publique, le think tank vise à renforcer sa légitimité en prétendant s'exprimer en leur nom. A ce titre, l'Institut Molinari va jusqu'à instrumentaliser l'idée de « *ras de bol fiscal* » et un mouvement social comme celui des Gilets Jaune pour donner une épaisseur à son propos.

[42] BRANGIER, BOISSERIE, « *Cigarettes, le dossier sans filtre* », Dargaud, 2019, 151 p.

ANNEXES :

Vedlegg 8: Studier som ikke finner noen bevis for effekten av standardiserte pakninger

To av studiene i tabellen nedenfor ble finansiert av Philip Morris International ("PMI"). Studiene ble imidlertid utført på uavhengig basis av forskere fra Universitetet i Zurich (Sveits) og Universitetet i Saarland (Tyskland).

Lenkene til fullstendige studiene finnes på neste side.

Studie	Funn	Type forskning
Neil McKeganey m. fl. (2015) "Tobacco Plain Packaging: Evidence Based Policy or Public Health Advocacy?," *International Journal of Drug Policy*, 24. mars 2015.[i]	"[S]*moking rates appear to have increased slightly in several Australian states since Plain Packaging was implemented.*"	Artikkel vurdert av fagfelle
Patrick Basham (2015), "An Australian Lesson The Plain Packaging Experiment Is a Failure", *Democracy Institute*, 25. mars 2015, s. 22.[ii]	"[R]*igorous empirical data derived from scholarly, private, and government research shows that Australia's public health experiment has failed to reduce smoking, yet it has damaged small retailers, while simultaneously boosting the illicit tobacco trade.*"	Offentlig forskningsrapport.
Ashok Kaul og Michael Wolf, "The (Possible) Effect of Plain Packaging on Smoking Prevalence in Australia: A Trend Analysis", *Working paper series / Department of Economics* No. 165, Universitet i Zurich, juni 2014.[iii]	I begge studiene som anvender standard teknikker for statistisk analyse, og det standard statistisk signifikant nivået på 5 %, fant ekspertene ingen bevis for at den "standardiserte forpakningen" hadde hatt noen innvirkning på forekomsten av røyking blant australsk ungdom mellom 14 og 17 år (i mars-studien) eller australiere på 14 år og oppover (i juni-studien).	Vitenskapelig rapport, etter oppdrag fra PMI.
Ashok Kaul og Michael Wolf, "The (Possible) Effect of Plain Packaging on the Smoking Prevalence of Minors in Australia: A Trend Analysis", *Working paper series / Department of Economics* No. 149, Universitet i Zurich, mars 2014.[iv]		Vitenskapelig rapport, etter oppdrag fra PMI.

Propriétés du document

Description | Sécurité | Polices | Personnalisées | Avancées

Description

Fichier : Annex 8.1_Overview of the studies showing that there is no evidence that plain packaging has had the desired effect (2)

Titre :

Auteur : "Petkantchin, Valentin"

Sujet :

Mots-clés :

Vedlegg 6: Forekomst av røyking i fem australske stater mellom 2010 og 2013

Tabellen nedenfor gir en oversikt over statlige data og data fra Cancer Council Victoria om forekomsten av røyking i de fem største australske statene: New South Wales, Victoria, Queensland, Western Australia og South Australia. Disse fem statene representerer 95 % av hele Australias befolkning.

Lenkene til de fullstendige offisielle kildene står på neste side.

	2010 Faktisk estimat (95 % CI)	2011 Faktisk estimat (95 % CI)	2012 Faktisk estimat (95 % CI)	2013 Faktisk estimat (95 % CI)
NEW SOUTH WALES*	16.9 % (15.8 %-18.0 %)[i]	14.7 % (13.7 %-15.8 %)[ii]	17.1 % (15.6 %-18.6 %)[iii]	16.4 % (15.3 %-17.4 %)[iv]
VICTORIA	17.0 %[v]	16.8 % (CI na)[vi]	14.7 % (CI na)[vii]	15 % (CA na)[viii]
QUEENSLAND	15.5 % (14.6 %-16.6 %)[ix]	14.8 % (13.9 %-15.7 %)[x]	14.3 % (13.5 %-15.2 %)[xi]	15.8 % (14.6 %-17.1 %)[xii]
WESTERN AUSTRALIA	14.9 % (13.6 %-16.2 %)[xiii]	14.5 % (13.0 %-15.9 %)[xiv]	12.7 % (11 %-14.3 %)[xv]	13.0 % (11.4 %-14.7 %)[xvi]
SOUTH AUSTRALIA	20.5 % (18.8 %-22.2 %)[xvii]	17.6 % (16.0 %-19.2 %)[xviii]	16.7 % (15.1 %-18.3 %)[xix]	19.4 % (17.7 %-21.1 %)[xx]

* "Statistical significance is determined by non-overlap of 95% CIs"; se Queensland Health 2013, s. 5 for dette punktet. For New South Wales er den rapporterte nedgangen fra 17.1 % to 16.4 % mellom 2012 og 2013 ikke statistisk signifikant i henhold til denne metoden.

Propriétés du document

Description | Sécurité | Polices | Personnalisées | Avancées

Description

Fichier : Annex 6_Australian states' data overview (2)

Titre :

Auteur : "Petkantchin, Valentin"

Vedlegg 7: Data og rapporter vedrørende forbruk av tobakk i Australia etter innføringen av standardiserte forpakninger

Lenkene til de fullstendige offisielle kildene står på neste side.

Data	Artikler/Rapporter	Funn	Type forskning
ABS- data for husholdningers konsumpsjon	Davidson, S. and de Silva, A., *The Plain Truth about Plain Packaging: An Econometric Analysis of the Australian 2011 Tobacco Plain Packaging Act*, Australia National University Press, november 2014.[i]	*"Any evidence to suggest that the plain packaging policy has reduced household expenditure on tobacco is simply lacking."*	Akademisk fagartikkel vurdert av fagfelle
Undersøkelse fra Cancer Council Victoria	Scollo, M. et al., *Changes in use of types of tobacco products by pack sizes and price segments, prices paid and consumption following the introduction of plain packaging in Australia*, Tobacco Control, mars 2015.[ii]	*"Consumption did not change in PP year 1 among daily, regular or current smokers or among smokers of brands in any market segment."*[iii]	Fagartikkel vurdert av fagfelle
Tobakksvolum salgsdata	*The Australian*, "Labor's Plain Packaging Fails as cigarette sales rise", 6 juni 2014.[iv]	*"[T]obacco sales volumes increased by 59 million "sticks", or individual cigarettes or their roll-your-own equivalents last year. The 0.3 per cent increase, though modest, goes against a 15.6 per slide in tobacco sales over the previous four years (...)."*	Avisartikkel
	Ernst & Young	Rapporten *"found no evidence*	Konsulentrapport

Propriétés du document

Description | Sécurité | Polices | Personnalisées | Avancées

Description

Fichier : Annex 7.1_Tobacco consumption data overview

Titre :

Auteur : "Petkantchin, Valentin"

Sujet :

Mots-clés :